

Tweede onderdeel

5. De verrijking is niet zonder oorzaak wanneer de vermogensverschuiving haar oorsprong vindt in de eigen wil van de verarmde. Vereist is daartoe dat de verarmde de wil had een definitieve vermogensverschuiving ten voordele van de verrijkte tot stand te brengen.

6. De appelrechters oordelen: *“in ieder geval blijkt en wordt niet betwist dat [de eiseres] de som van 120.000 euro vrijwillig en met volle kennis van zaken op de spaarrekening van [de verweerder] heeft laten innen, zodat deze vermogensverschuiving in ieder geval een rechtmatige oorzaak heeft in de eigen wil en het eigen handelen van [de eiseres]”*.

7. Door aldus te oordelen dat de vermogensverschuiving een oorzaak heeft in de eigen wil van de eiseres, zonder vast te stellen dat de eiseres een definitieve verrijking van de verweerder beoogde, miskennen de appelrechters het algemeen rechtsbeginsel van de verrijking zonder oorzaak. Het onderdeel is in zoverre gegrond.

Dictum

Het Hof,

Vernietigt het arrest behalve in zoverre dit het hoger beroep ontvankelijk verklaart.

(...)

Note – Enrichissement sans cause : précisions attendues dans les relations familiales

1. Depuis l'arrêt de la Cour de cassation du 22 janvier 2016, il est certain que la théorie de l'enrichissement sans cause peut trouver à s'appliquer en cas de rupture d'ex-partenaires¹ (non mariés dans le cas soumis à la Cour de cassation). La Cour considère que le seul fait que les personnes forment un couple et ont, le cas échéant, un projet de vie en commun, ne peut, à lui seul, être considéré comme étant la cause du transfert de patrimoines. En l'espèce, l'un des partenaires a financé une véranda dans l'immeuble propre de l'autre. L'appauvri réclame la restitution des fonds apportés, ce que semble admettre la Cour d'appel de Bruxelles, dans son arrêt du 18 octobre 2013. La cour d'appel a notamment retenu la durée très courte de la relation des parties et le fait que l'appauvrissement et l'enrichissement n'auraient pas été compensés durant la vie commune. La Cour de cassation valide ce raisonnement et rejette le pourvoi introduit par le partenaire enrichi et condamné par la cour d'appel.

Nous voyons dans cet arrêt de la Cour de cassation la fin d'une controverse, puisque certains considéraient que la cause du transfert était le concubinage² ou le

mariage³ et les conséquences qui en découlent. Le fait de vivre ensemble ne justifie pas les transferts qui s'opèrent durant cette vie commune.

Les conditions de l'enrichissement sans cause doivent néanmoins être réunies. Les cinq conditions d'application de ce principe général de droit, bien que non définies légalement, sont toutes connues et admises⁴. Le demandeur de l'action de *in rem verso* doit apporter la preuve (a) d'un enrichissement, (b) d'un appauvrissement, (c) d'un lien causal entre cet enrichissement et cet appauvrissement, (d) du caractère subsidiaire de cette action et (e) d'une absence de cause à l'enrichissement et à l'appauvrissement.

Si les trois premières conditions prêtent peu à discussion, il n'en est pas de même pour les deux dernières. L'arrêt commenté du 9 juin 2017 de la Cour de cassation présente, à ce titre, un double intérêt puisqu'il apporte des précisions utiles quant à ces deux dernières conditions. Et ce d'autant qu'il est prononcé en droit patrimonial des couples et non en droit commun des obligations.

2. Les faits de l'arrêt commenté sont résumés de la manière suivante par la Cour de cassation : les parties ont vécu ensemble pendant 3 ans, sans être mariées ni avoir fait de déclaration de cohabitation légale, dans le logement propre de Monsieur. Durant cette cohabitation, Madame dépose un chèque de 120 000,00 EUR sur le compte épargne de Monsieur. Ensuite, Monsieur réalise des travaux au sein de son immeuble avec ces fonds. Une fois la décision de se séparer prise, Madame quitte l'immeuble et réclame le remboursement des fonds. Madame invoque trois fondements juridiques pour obtenir cette restitution : (a) le dépôt nécessaire de l'article 1949 du Code civil, (b) le dépôt volontaire et (c) enfin l'enrichissement sans cause.

3. La Cour d'appel d'Anvers, dans son arrêt soumis à censure du 11 janvier 2016, estime que la demande formée sur la base du dépôt nécessaire n'est pas fondée.

De plus, l'existence d'un dépôt volontaire n'est pas prouvée.

La cour d'appel ajoute qu'aucun contrat de mandat n'a été conclu, et que Madame a, en toute connaissance de cause et volontairement, remis la somme de 120 000,00 EUR sur le compte du défendeur, de sorte qu'il n'y a pas non plus de gestion d'affaires.

La Cour d'appel d'Anvers semble enfin considérer que puisque ces fondements juridiques sont non fondés, la demande formée sur la base de l'enrichissement

1. Cass., 22 janvier 2016, *J.L.M.B.*, 2017, p. 306.

2. Liège, 4 juin 2008, *Rev. not. belge*, 2008, p. 721. Rapp. : Civ. Bruxelles, 4 mai 2012, *J.T.*, 2012, p. 796, note, *Rev. not. belge*, 2012, p. 630 ; Civ. Nivelles, 16 février 2005, *Rev. trim. dr. fam.*, 2009, p. 915.

3. Liège, 14 janvier 2003, *J.L.M.B.*, 2003, 1757, *Rev. not. belge*, 2004, 164, note L. STERCKX, *R.R.D.*, 2003, 135. Dans le même sens : Liège, 19 décembre 2007, *R.R.D.*, 2007, p. 263.

4. Voir not. P. VAN OMME-SLAGHE, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, *Les Obligations*, Vol. 2, *Source des obligations (deuxième partie)*, Bruxelles,

Bruylant, 2013, p. 1138, n° 782 ; B. DE CONINCK, « A titre subsidiaire, l'enrichissement sans cause ... », in *La théorie générale des obligations*, suite, P. WERY (éd.), CUP, Vol. 57, 2002, p. 55 ; R. DEKKERS et A. VERBEKE, *Handboek burgerlijk recht*, III, Antwerpen, Intersentia, 2007, p. 203, n° 346 ; S. STIJNS, W. VAN GERVEN, et P. WERY, « Chronique de jurisprudence. Les obligations : les sources (1985-1995) », *J.T.*, 1996, p. 699 ; P. WERY, *Droit des obligations*, Vol. 2, *Les sources des obligations extracontractuelles, Le régime général des obligations*, Bruxelles, Larcier, 2016, p. 214, n° 222.

sans cause doit être rejetée en raison du caractère subsidiaire de cette théorie.

La Cour de cassation critique ce point de la décision : selon la cour, en décidant ainsi, les juges d'appel méconnaissent le principe général de l'enrichissement sans cause. La Cour de cassation rappelle qu'en vertu de ce principe général, un transfert de patrimoine peut être « annulé » (« worden ongedaan gemaakt ») s'il ne repose sur aucun fondement juridique. La cour s'attarde ensuite sur le caractère subsidiaire de cette théorie : le demandeur ne peut pas invoquer cette action s'il disposait d'un autre moyen qu'il aurait laissé disparaître (« teloorgaan »). Cela signifie que la demande d'enrichissement sans cause ne peut pas être admise lorsqu'elle a pour objectif de contourner un obstacle légal lié au fondement qui est à la disposition du demandeur. Mais la cour admet que le caractère subsidiaire de l'action *de in rem verso* n'empêche pas le demandeur en restitution de fonder, à titre principal, sa réclamation sur un ou plusieurs autres fondements, et d'invoquer, ensuite, l'enrichissement sans cause à titre subsidiaire, si le juge devait estimer que les premiers moyens ne sont pas fondés.

La Cour de cassation va plus loin dans la censure de la Cour d'appel d'Anvers. En effet, cette juridiction est d'avis que de toute manière, le transfert de 120 000,00 EUR sur le compte de Monsieur a été opéré volontairement et en parfaite connaissance de cause par Madame, de sorte que le transfert trouve sa cause dans la volonté et les actes de Madame. La Cour de cassation critique également ce point de l'arrêt : l'enrichissement n'est pas sans cause lorsque le transfert trouve sa source dans la volonté de l'appauvri, pour autant que l'appauvri ait eu la volonté d'opérer en faveur de l'enrichi un glissement de patrimoine à titre définitif. Elle estime que puisque la cour d'appel a simplement jugé que la cause est la volonté de l'appauvri, sans établir une volonté dans le chef de l'appauvri d'opérer un enrichissement définitif, les juges d'appel méconnaissent le principe général de l'enrichissement sans cause.

4. Nous examinerons successivement les deux leçons à tirer de cet arrêt, dans un premier temps, concernant la subsidiarité de l'action de *in rem verso* (I), et dans un second temps quant à l'absence de cause et la volonté de l'appauvri qui pourrait causer le transfert (II).

I. Condition de subsidiarité

5. Les précisions apportées par la Cour de cassation quant au caractère subsidiaire de l'enrichissement sans cause sont opportunes⁵.

En droit commun des obligations, la Cour de cassation a défini la condition de subsidiarité comme signifiant que « l'action *de in rem verso* ne peut servir, par un détour, à faire obtenir ce que la loi ne permet pas d'accorder »⁶. Par son arrêt du 25 mars 1994, la Cour de cassation précise même que « le caractère subsidiaire de l'action fondée sur l'enrichissement sans cause s'oppose à ce qu'elle soit accueillie lorsque la partie a disposé d'un autre recours qu'elle a laissé dépérir »⁷. Ainsi, si l'action principale du demandeur est prescrite, il ne peut pas invoquer l'enrichissement sans cause⁸.

DE PAGE écrit que l'action *de in rem verso* est rejetée « lorsque le demandeur ne poursuit d'autre but que de dissimuler, sous l'action du chef de l'enrichissement sans cause, un recours propre, spécifique, mais qui serait irrecevable à raison des règles particulières à ce recours »⁹. Certains estiment ainsi que si l'appauvri réclame, à titre principal, sur la base d'un contrat (ex. de prêt), mais que cette demande est rejetée pour défaut de preuve, il semble exclu de soulever ensuite ou « subsidiairement » l'enrichissement sans cause, précisément en raison de son caractère subsidiaire¹⁰. Toutefois, ce raisonnement ne peut pas être poussé à l'extrême en rejetant systématiquement les demandes d'enrichissement sans cause, soit parce que l'appauvri disposait d'un autre moyen juridique, soit parce qu'il n'en disposait pas en raison des conditions particulières propres aux moyens juridiques existants. Raisonner de la sorte aurait pour effet de vider de son sens le principe général de droit qu'est l'interdiction de l'enrichissement sans cause, qui est fondé sur l'équité¹¹ et qui d'ailleurs est à la base de

5. À noter que la subsidiarité n'est pas considérée par tous comme étant une condition distincte de l'enrichissement sans cause. Voir A. DE BERSAQUES, « Le caractère subsidiaire de l'action de *in rem verso* », note sous Gand, 29 janvier 1955, *R.C.J.B.*, 1957, pp. 120 et s. Pour plus de détails : P. VAN OMME-SLAGHE, DE PAGE, *Traité élémentaire de droit civil*, t. III, *Les obligations*, Vol. 2, *Source des obligations* (deuxième partie), Bruxelles, Bruylant, 2013, p. 1151, n° 790.

6. Cass., 22 août 1940, *Pas.*, 1940, p. 205.

7. Cass., 25 mars 1994, *Pas.*, 1994, p. 305, *R.W.*, 1996-1997, p. 45.

8. Bruxelles, 3 avril 1990, *R.G.A.R.*, 1992, n° 11.934 ; Mons, 9 octobre 1990, *R.G.A.R.*, 1993, n° 12.169 ; P. VAN OMME-SLAGHE, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, *Les obligations*, Vol. 2, *Source des obligations* (deuxième partie), Bruxelles, Bruylant, 2013, p. 1151, n° 790 ; B. DE CONINCK, « A titre subsidiaire, l'enrichissement sans cause... », in *La théorie générale des obligations*, suite, P. WERY (éd.), CUP. Vol. 57, 2002, p. 82 ; C. MARR, « L'enrichissement sans cause, un fondement d'équité sous une apparente rigueur... », in *Les sources d'obligations extracontractuelles*, S. STIJNS et P. WERY (éds.), Bruxelles, La Charte, 2007, p. 232, n° 24.

9. H. DE PAGE, *Traité élémentaire de droit civil belge*, T. III, *Les obligations*, 2^e partie, 3^e éd., Bruxelles, Bruylant, 1967, p. 39. Dans le même sens : A. DE

BERSAQUES, « Le caractère subsidiaire de l'action de *in rem verso* », note sous Gand, 29 janvier 1955, *R.C.J.B.*, 1957, p. 120.

10. Mons, 20 décembre 1998, *Pas.*, 1989, II, p. 149 (lien juridique non prouvé) ; Mons, 4 janvier 1982, *Rev. not. belge*, 1982, p. 297 (mandat et gestion d'affaires non prouvés) ; Civ. Bruxelles, 10 février 1987, *Pas.*, 1987, III, p. 55 (contrat de louage d'entreprise non prouvé) ; B. DE CONINCK, « A titre subsidiaire, l'enrichissement sans cause... », in *La théorie générale des obligations*, suite, P. WERY (éd.), CUP. Vol. 57, 2002, p. 83 ; C. MARR, « L'enrichissement sans cause, un fondement d'équité sous une apparente rigueur... », in *Les sources d'obligations extracontractuelles*, S. STIJNS et P. WERY (éds.), Bruxelles, La Charte, 2007, p. 232, n° 24. *Contra* : Bruxelles, 2 avril 1910, *Pas.*, 1910, II, p. 219 (contrat de prêt non prouvé et enrichissement sans cause admis).

11. H. DE PAGE, *Traité élémentaire de droit civil belge*, T. III, *Les obligations*, 2^e partie, 3^e éd., Bruxelles, Bruylant, 1967, p. 35 ; H. CASMAN et M. VAN LOOK, *Les régimes matrimoniaux*, Malines, Kluwer, feuillets mobiles, 1997, III.17.-2 ; H. DE PAGE et R. DEKKERS, *Traité élémentaire de droit civil belge*, t. X, *Les régimes matrimoniaux*, Bruxelles, Bruylant, 1953, n° 934 ; R. DEKKERS et A. VERBEKE, *Handboek burgerlijk recht*, III, Antwerpen, Intersentia, 2007, p. 203, n° 344 ; P. VAN OMME-SLAGHE, *Droit des obligations*, *Sources des obligations* (deuxième partie), t. II, Bruxelles, Bruylant, 2010, p. 1110, n° 776. Voir égal. Cass., 21 janvier 1988, *Rev. trim. dr. fam.*, 1988, p. 579.

certaines règles juridiques, dont le mécanisme des récompenses¹². L'enrichissement sans cause peut être le palliatif en cas de lacune du législateur¹³.

6. Ces considérations, appliquées en droit patrimonial des couples, ont conduit certaines juridictions à rejeter la théorie de l'enrichissement sans cause, non pas en raison de la présence d'une cause, mais parce que la condition de subsidiarité faisait défaut.

Ainsi, dans son arrêt du 30 juin 2014, la Cour d'appel de Mons, après avoir estimé que les transferts avaient une cause¹⁴, conclut son raisonnement en affirmant qu'en raison de la condition de subsidiarité qui caractérise l'enrichissement sans cause, un ex-époux ne peut pas se prévaloir de cette théorie en cas d'« absence de preuve qu'une partie aurait négligé de se ménager »¹⁵.

Déjà dans un arrêt du 8 octobre 2007, la Cour d'appel d'Anvers avait rejeté la demande d'un concubin fondée sur l'enrichissement sans cause, après avoir examiné sa demande fondée sur un contrat de prêt¹⁶. Selon la cour, l'action *de in rem verso* a un caractère subsidiaire et ne trouve à s'appliquer que lorsqu'aucun autre moyen ne peut être soulevé. En l'espèce, puisque le concubin soutenait avoir conclu un contrat de prêt, sans pouvoir en prouver l'existence, le concubin ne pouvait pas ensuite invoquer la théorie générale.

Une partie de la doctrine se posait également la question en droit patrimonial des couples : « l'enrichissement sans cause ne peut, en outre, être invoqué pour pallier un défaut de preuve du contrat existant entre les parties »¹⁷.

7. Par l'arrêt commenté du 9 juin 2017, la Cour de cassation censure ce type de raisonnement : le demandeur en restitution peut fonder sa réclamation sur un (ou plusieurs) autre(s) moyen(s) juridique(s) et ensuite, à titre subsidiaire, se prévaloir de l'enrichissement sans cause.

Il est en effet très fréquent que l'ex-partenaire, qui, à la fin de la vie commune, souhaite que des comptes soient réalisés en raison des transferts qui sont opérés, et qui n'auraient pas eu lieu en dehors de cette vie commune,

invoque un ou plusieurs fondements juridiques, avant de se rabattre sur l'enrichissement sans cause. Une donation (toujours révocable entre époux uniquement), un contrat de prêt ou de mandat, la gestion d'affaires, le paiement indu, ... sont autant d'« outils »¹⁸ juridiques appelés à justifier l'existence d'une créance. Si les conditions propres à ces arguments juridiques ne sont pas présentes ou correctement prouvées, l'ex-partenaire doit alors utiliser l'outil subsidiaire : l'enrichissement sans cause. La Cour de cassation valide ce raisonnement et cette façon de procéder.

Il conviendra toutefois, évidemment, d'invoquer les autres fondements à titre principal, et de terminer par l'enrichissement sans cause à titre subsidiaire. En droit judiciaire, la demande subsidiaire est en effet celle formalisée comme dernier recours lorsqu'il existe des doutes quant aux chances de succès de la demande principale¹⁹.

Le demandeur doit en outre, cela va de soi, démontrer que les autres conditions de l'enrichissement sans cause sont bien réunies.

II. Condition d'absence de cause

8. Cela nous amène à la seconde condition qui prête souvent à discussions, l'absence de cause aux transferts invoqués. Le débat, jurisprudentiel et doctrinal, quant à l'interprétation de cette condition est vif depuis plusieurs années. Un courant restrictif justifie les transferts par différentes considérations, générales, tandis qu'un second courant adopte une interprétation plus souple de cette condition d'absence de cause lorsqu'il est question des ex-partenaires à l'issue de leur vie commune.

9. Une des « causes » souvent invoquées par ceux qui prônent une application (*ultra*) restrictive de la théorie de l'enrichissement sans cause est le mariage, le lien matrimonial, l'existence même du concubinage et les conséquences que cela implique²⁰. Certains refusent néanmoins d'admettre pareille cause²¹, position aujourd'hui confirmée par la Cour de cassation : le simple fait que les parties ont formé un couple et ont eu un projet de vie en commun, ne justifie pas les transferts opérés²². C'est une évidence pour nous²³, et

12. H. CASMAN et M. VAN LOOK, *Les régimes matrimoniaux*, Malines, Kluwer, feuillets mobiles, 1997, III.17-2 ; R. DEKKERS et A. VERBEKE, *Handboek burgerlijk recht*, III, Antwerpen, Intersentia, 2007, p. 203, n° 345 ; H. DE PAGE et R. DEKKERS, *Traité élémentaire de droit civil belge*, t. X, *Les régimes matrimoniaux*, Bruxelles, Bruylant, 1953, n° 934 ; W. PINTENS, Ch. DECLERCK, J. DU MONGH et K. VANWINCKELEN, *Familiaal vermogensrecht*, Anvers, Intersentia, 2010, p. 303, n° 556 ; P. VAN OMMESELAGHE, *Droit des Obligations, Sources des obligations* (deuxième partie), t. II, Bruxelles, Bruylant, 2010, p. 1114, n° 775 ; Cass., 21 janvier 1988, *Rev. trim. dr. fam.*, 1988, p. 579. Voir également pour une analyse critique, C. SAUJOT, « Le fondement des récompenses », *Rev. trim. dr. civ.*, 1970, pp. 691 à 696.

13. Dans le même sens : C. MARR, « L'enrichissement sans cause, un fondement d'équité sous une apparente rigueur ... », in *Les sources d'obligations extra-contractuelles*, S. STJNS et P. WERY (éds.), Bruxelles, La Charte, 2007, p. 235, n° 25.

14. Voir notre critique : F. DEGUÉL, « L'enrichissement sans cause et les relations affectives devant les cours d'appel », *R.G.D.C.*, 2016, pp. 102 et s.

15. Mons, 30 juin 2014, *R.G.D.C.*, 2016, p. 99.

16. Anvers, 8 octobre 2007, *R.G.D.C.*, 2012, p. 189.

17. B. GENNART et L. TAYMANS, « La théorie de l'enrichissement sans cause appliquée aux comptes entre ex-époux séparés de biens ou ex-concubins », *Rev. trim. dr. fam.*, 2007, p. 623, n° 10.

18. Y.-H. LELEU, *Droit patrimonial des couples*, Bruxelles, Larcier, 2015, pp. 397 et s. Cet auteur mettait toutefois en garde lorsque le demandeur en restitution invoquait une donation révoquée à titre principal pour ensuite fonder une demande subsidiaire. L'arrêt de la Cour de cassation ici commentée change enfin cela.

19. G. DE LEVAL, « La demande », in *Droit judiciaire*, t. 2, *Manuel de procédure civile*, G. DE LEVAL (dir.), Bruxelles, Larcier, 2015, p. 118, n° 2.21 ; D. MOUGENOT, *Principes de droit judiciaire privé*, Bruxelles, Larcier, 2009, p. 122, n° 60.

20. Voir not. Liège, 4 juin 2008, *Rev. not. belge*, 2008, p. 721 ; Liège, 19 décembre 2007, *R.R.D.*, 2007, p. 263 ; Liège, 14 janvier 2003, *J.L.M.B.*, 2003, 1757, *Rev. not. belge*, 2004, 164, note L. STERCKX, *R.R.D.*, 2003, 135. Rapp. : Civ. Bruxelles, 4 mai 2012, *J.T.*, 2012, p. 796, note, *Rev. not. belge*, 2012, p. 630 ; Civ. Nivelles, 16 février 2005, *Rev. trim. dr. fam.*, 2009, p. 915.

21. Bruxelles, 3 mai 2013, *Rev. trim. dr. fam.*, 2013, p. 1019. Rapp. : Liège, 15 mars 2011, *J.L.M.B.*, 2012, p. 219 ; Civ. Charleroi, 22 octobre 2010, *Rev. trim. dr. fam.*, 2013, p. 531, note M. VAN MOLLE.

22. Cass., 22 janvier 2016, *J.L.M.B.*, 2017, p. 306.

23. Dans le même sens : Y.-H. LELEU, *Droit patrimonial des couples*, Bruxelles, Larcier, 2015, p. 400, n° 367.

il est heureux que cela soit dit au plus haut niveau (*supra*, n° 1).

10. Une autre cause généralement invoquée est la volonté des parties, spécialement celle de l'appauvri²⁴. Nous avons déjà eu l'occasion de signaler que cette position ne nous semblait pas conforme à la jurisprudence récente de la Cour de cassation en droit commun des obligations²⁵. Ainsi, dans son arrêt du 19 janvier 2009 concernant le remboursement d'une dette opérée par un tiers autre que le débiteur, la Cour affirme qu'il n'y a pas place à l'enrichissement sans cause lorsque « le glissement de patrimoine » trouve son origine dans la volonté même de la personne appauvrie²⁶. En 2012, dans un litige locatif, la Cour indique que le transfert de patrimoine est sans cause lorsqu'il n'existe pas de motif juridique à l'appauvrissement d'une partie et à l'enrichissement corrélatif de l'autre²⁷.

Surtout dans son arrêt du 23 octobre 2014, la Cour précise sa position par un motif directement exploitable en droit patrimonial des couples : la cause de l'enrichissement peut se trouver dans la volonté de l'appauvri « pour autant que celui-ci ait eu la volonté d'opérer un glissement de patrimoine définitif en faveur de l'enrichi »²⁸. En l'espèce, un conseil a remboursé un prêt d'une de ses clientes et réclame le remboursement des sommes remboursées par lui. La Cour d'appel de Bruxelles a rejeté cette demande en estimant que le transfert « se justifie en l'espèce par le comportement adopté par (le demandeur) en exécution d'un accord conclu avec madame ». Pour la Cour de cassation, l'arrêt ne justifie pas légalement sa décision de déclarer non fondée la demande formée sur la base de l'enrichissement sans cause.

Nous avons interprété cet arrêt comme imposant aux juridictions de fond de motiver spécialement leurs décisions, si elles souhaitent trouver la cause du transfert dans la volonté même du demandeur²⁹. En effet, la Cour de cassation décide que n'est pas une motivation suffisante le fait d'évoquer que « l'appauvri a agi dans l'espoir, plus ou moins spéculatif, d'obtenir un avantage, et que cet espoir est déçu » sans s'appuyer sur les éléments – factuels – sur lesquels le juge fonde cette appréciation.

Cette jurisprudence de 2014 est rappelée par la Cour de cassation dans son arrêt du 3 juin 2016 où il est

question de l'occupation d'un sous-sol et d'un contrat conclu³⁰ : le contrat ne peut constituer la cause de l'enrichissement que si l'appauvri a marqué « son accord sur un glissement de patrimoine définitif au profit au profit de l'enrichi ».

11. L'arrêt du 9 juin 2017 confirme cette jurisprudence. La Cour de cassation reproche la – simple – motivation retenue par la Cour d'appel d'Anvers et soumise à censure. Selon la Cour de cassation, affirmer uniquement que le transfert de patrimoines a été opéré volontairement et en parfaite connaissance n'établit pas encore une volonté dans le chef de l'appauvri d'opérer un enrichissement définitif.

Il s'ensuit que les juridictions de fond ne peuvent plus retenir une motivation de ce type. Le simple versement de l'appauvri ou encore le simple transfert de patrimoines ne sont pas l'expression d'une volonté d'opérer un glissement définitif de patrimoine, empêchant une restitution. Une analyse contextuelle et factuelle est nécessaire, le juge devant s'appuyer sur des éléments concrets qui attestent la véritable volonté de l'appauvri.

12. Cet arrêt de 2017 présente un double intérêt. D'une part, l'arrêt de 2017 est prononcé par une chambre néerlandophone, tandis que les arrêts de 2014 et 2016 étaient prononcés par des chambres francophones. Les termes de l'arrêt de 2017 sont identiques aux termes de l'arrêt de 2014, traduits en néerlandais : « een definitieve vermogensverschuiving ten voordele van de verrijkte tot stand te brengen ». La jurisprudence de la Cour de cassation n'est pas équivoque. Les termes sont choisis avec précision, pour éviter toute interprétation, et ce dans les deux langues nationales.

D'autre part et surtout, cet arrêt de 2017 est prononcé, comme nous l'avons dit, dans le cadre d'une séparation d'ex-partenaires non mariés, soit en droit patrimonial des couples. La Cour de cassation adapte ainsi le droit des obligations puisque le législateur n'agit pas (encore ?). Cette évolution se réalise en droit commun des obligations, mais également dans des affaires liées aux patrimoines des couples, ce qui doit être encouragé à défaut de réaction législative³¹.

24. Liège, 2 octobre 2012, *Rev. not. belge*, 2013, p. 430, note L. STERCKX (la cause est la volonté d'avoir un bien commun – la cour s'en réfère à une précédente décision : Liège, 19 décembre 2007, *R.R.D.*, 2007, p. 263) ; Gand, 20 novembre 2008, *R.G.D.C.*, 2011, p. 39, note S. BOULY, *Rev. trim. dr. fam.*, 2011, p. 781 (la cause se trouve dans les versements volontaires ou dans l'intérêt de l'appauvri pour préserver la famille de fait) ; Anvers, 8 octobre 2007, *R.G.D.C.*, 2012, p. 189 (la cause est la volonté propre de l'appauvri) ; Civ. Bruxelles, 4 mai 2012, *J.T.*, 2012, p. 796, note, *Rev. not. belge*, 2012, p. 630 (la cause est le projet de vie en commun). Dans le même sens : C. DECLERCK et D. PIGNOLET, « La réévaluation des créances en régime de séparation de biens », *Act. dr. fam.*, 2010, p. 92 ; C. DECLERCK, « Herwaarderend van schuldverdringen in scheidingsstelsels », *Not. Fisc. M.*, 2010, p. 234.

25. F. DEGUEL, « L'enrichissement sans cause et les relations affectives devant les cours d'appel », *R.G.D.C.*, 2016, p. 102.

26. Cass., 19 janvier 2009, *R.C.J.B.*, 2012, p. 69, note J. ROMAIN, *R.W.*, 2009-2010, p. 1084, note E. NORDIN.

27. Cass., 10 mai 2012, *Pas.*, 2012, p. 1059, *NjW*, 2013, p. 29, note M. DAMBRE, *R.W.*, 2012-2013, p. 985, note A. VAN OEVELEN, *TBO*, 2013, p. 115, note J. BAECK, *Huur*, 2012, p. 193.

28. C'est nous qui soulignons : Cass., 23 octobre 2014, *Pas.*, 2014, p. 2328, *R.G.D.C.*, 2015, p. 559, note J. LAMBRECHTS, *J.L.M.B.*, 2016, p. 834, *R.W.*, 2016-2017, p. 225, somm. Dans la version néerlandaise, les termes sont « een definitieve vermogensverschuiving ».

29. F. DEGUEL, « L'enrichissement sans cause et les relations affectives devant les cours d'appel », *R.G.D.C.*, 2016, p. 106, n° 9. Rapp. : J. LAMBRECHTS, « De wil van de verarmde als rechtvaardiging voor vermogensverschuivingen inhoudelijk verduidelijkt », note sous Cass., 23 octobre 2014, *R.G.D.C.*, 2015, p. 561, n° 3.

30. Cass., 3 juin 2016, *R.D.C.*, 2016, p. 871, somm.

31. En ce sens déjà : Y.-H. LELEU, « Les collaborations économiques au sein des couples séparatistes. Pour une indemnisation des dommages collaboratifs envers et contre tous choix », in *Conférences Roger-Comtois*, 12, 2013-2, Montréal, Thémis, 2014, p. 42, n° 37.

13. Cette jurisprudence de la Cour de cassation nous conforte par ailleurs dans notre position, avec d'autres, que le contrat de mariage de séparation de biens et la clause de présomption de règlement de comptes au jour le jour qu'il comporte souvent, ne constituent pas une cause aux transferts qui s'opèrent durant le mariage des époux et qui excluent donc l'enrichissement sans cause³².

Pour que la volonté puisse causer le transfert et empêcher la restitution sur la base de l'enrichissement sans cause, il convient en effet de démontrer que l'appauvri a réalisé le transfert de manière définitive, et a renoncé à réclamer un éventuel remboursement. En signant un contrat de mariage, avec une clause de style qui plus est, les époux n'expriment pas une volonté au sens où l'entend la Cour de cassation justifiant, les transferts qui vont s'opérer durant la vie commune : ces transferts ne sont pas encore, par définition, connus et réalisés au moment de la signature du contrat de mariage, de sorte que le futur appauvri ne sait pas, à cette occasion et par cette signature, exprimer une volonté certaine de ne rien réclamer ou d'opérer des glissements définitifs.

III. Conclusion

14. En conclusion, ce nouvel arrêt de la Cour de cassation illustre l'évolution positive, initiée par les juridictions de fond, et encouragée par une partie de la doctrine, d'appliquer la théorie de l'enrichissement sans cause aux situations avec composante affective. Les conditions de cette théorie doivent être interprétées plus soupagement dans de telles situations.

Le législateur tarde à agir, et laisse les ex-partenaires avec les solutions de droit commun, parfois insatisfaisantes si les conditions sont appliquées trop strictement. C'est d'ailleurs ce que prônent certains légalistes radicaux, dont certains notaires qui tardent à adapter leurs modèles types. Face à des dérives potentielles, mais réelles, une adaptation et une application plus souple du droit commun des obligations sont nécessaires, puisque ce droit commun trouve à s'appliquer à la fin d'une relation affective, soit dans un contexte qui ne devrait pas être le sien.

François DEGUEL

Assistant à l'ULiège

Avocat

Verbintenissen – Bijzondere overeenkomsten – Obligations – Contrats spéciaux

Hof van Cassatie 26 september 2016

AR: C.16.0107.N

1e kamer

Zet.: E. Dirix (voorzitter), B. Deconinck, A. Smettryns (sectievoorzitters), G. Jocqué (raadsheer)

Openbaar Ministerie: H. Vanderlinden

Pleit.: Mrs. B. Maes, J. Verbist

Inzake van: Oilchart International nv, R. AB. Ä.

Scheepsbeslag – Zeevordering – *Omala*-doctrine – Schijnvertegenwoordiging – Vertrouwensleer – Toerekenbaarheid

Saisie sur navires – Créance maritime – Doctrine *Omala* – Représentation apparente – Théorie de la confiance légitime – Imputabilité

Een zeevordering in de zin van art. 1467 e.v. Ger.W. kan niet enkel bestaan op grond van een verbintenis daadwerkelijk aangegaan door de bevrachter of scheepseigenaar van het schip

waarop de zeevordering betrekking heeft, maar ook op basis van een aan hen op grond van de vertrouwensleer toerekenbare verbintenis.

Dit gewettigd vertrouwen dient te worden beoordeeld op het ogenblik van het ontstaan van de schuldvordering.

Une créance maritime, au sens des articles 1467 et suivants du Code judiciaire, peut se fonder sur une obligation contractée par l'affrètement ou l'armateur ou sur une obligation qui peut leur être imputée en vertu de la théorie de la confiance légitime.

Cette confiance légitime doit être appréciée au moment de la naissance de la créance.

.....

(...)

III. Beslissing van het hof

Beoordeling

1. Volgens artikel 1467, eerste lid, Gerechtelijk Wetboek, kan de rechter toestaan dat bewarend beslag wordt gelegd op zeeschepen en binnenschepen die zich in het rechtsgebied van de rechtbank bevinden.

32. Pour plus de détails : F. DEGUEL, « L'enrichissement sans cause et les relations affectives devant les cours d'appel », *R.G.D.C.*, 2016, pp. 105 et s., n° 6 et 7, et les différentes références citées, dont not. Y.-H. LELEU, « La présomption de règlement de comptes à défaut de comptes écrits », in *Le*

contrat de séparation des biens, Risques actuels et perspectives nouvelles, Ph. DE PAGE, A. CULOT et I. DE STEFANI, Limal, Anthémis, 2012, pp. 89 à 125 et *Droit patrimonial des couples*, 2015, Bruxelles, Larcier, p. 415, n° 378.